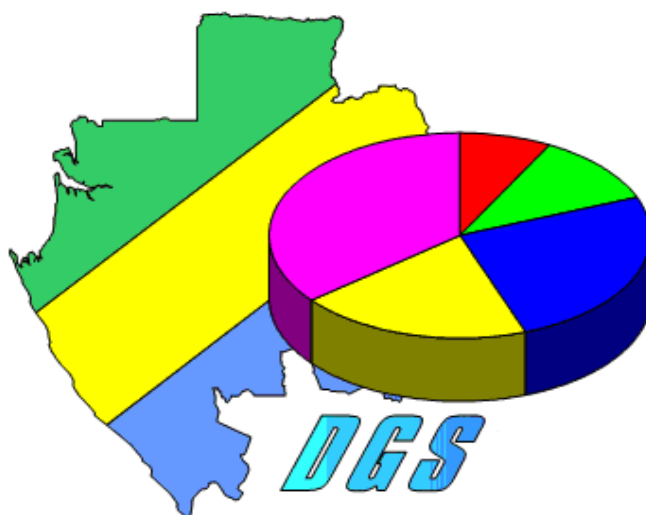


DIRECTION GENERALE DES STATISTIQUES



LES COMPTES RAPIDES DU GABON 2006-2008

DIRECTION DE LA COMPTABILITE NATIONALE

Directeur de Publication :

Francis Thierry TIWINOT

Rédacteur en Chef :

Francis Thierry TIWINOT

Rédacteurs :

Francis Thierry TIWINOT

Armel MOUBAMBA

Comptables Nationaux :

Césaire MBADINGA KOMBILA

Armel MOUBAMBA

Marie Chantal BOGOU KOUMBA

Alain Yves KASSA NZAMBA

Juin 2010

LES COMPTES RAPIDES DU GABON

TABLE DES MATIERES

DIRECTION GENERALE DES STATISTIQUES.....	1
DIRECTION DE LA COMPTABILITE NATIONALE	1
Avant propos	4
<i>Le mot du Ministre de l'Economie, du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme</i>	<i>5</i>
Introduction.....	6
Liste des tableaux et des principales abréviations.....	8
I/ METHODOLOGIE D'ELABORATION DES COMPTES RAPIDES	9
I.1/ Choix de l'échantillon et Traitement des DSF.....	10
I.2/ Le calcul du PIB en valeur	11
I.3/ Le calcul du PIB en volume	12
I.4/ Les travaux de correction et de contrôle de cohérence des comptes	13
II/ LES PRINCIPAUX RESULTATS	14
II.1/ L'évolution du PIB.....	14
II.2/ Le PIB par branches d'activité	15
II.3/ Le PIB optique demande	16
II.4/ L'approche produits	16
ANNEXES 1: QUELQUES DEFINITIONS.....	20
ANNEXES 2: TABLEAUX RESSOURCES-EMPLOIS.....	24

Avant propos

En plus de la rénovation de la méthodologie d'élaboration des comptes nationaux par le passage au Système de Comptabilité Nationale de 1993 (SCN 93), l'un des objectifs primordiaux de la Direction de la Comptabilité Nationale reste le rattrapage du retard enregistré dans la publication des comptes nationaux.

En effet, pour l'année en cours (année n), la programmation standard de la publication des comptes nationaux se fait généralement selon le chronogramme ci-après :

- Comptes définitifs de l'année n-2 à l'année n ;
- Comptes provisoires de l'année n-1 en année n.

A l'heure actuelle, les derniers comptes publiés sous le Système de Comptabilité Nationale de 1968 (SCN 68) datent de l'année 2001 et les comptes définitifs calculés sous le SCN 93, à l'aide du module informatique ERETES, concernent les années 2001 à 2005. L'objectif que s'est fixé la Direction de la Comptabilité Nationale est de rattraper le retard à l'échéance 2010.

Malheureusement, compte tenu de certaines contraintes portant principalement sur l'utilisation des capacités humaines, la disponibilité et la qualité des données servant à l'élaboration des comptes nationaux, cette échéance temporelle reste difficile à tenir.

Compte tenu de ce qui précède, la Direction de la Comptabilité Nationale s'est lancée dans la mise en place d'une méthodologie d'élaboration de comptes rapides respectant les principes du SCN 93.

L'objectif de cette méthodologie étant de permettre à la Direction Générale des Statistiques (DGS) de produire des données « légères » sur les comptes nationaux du Gabon de façon régulière sur la ou les années précédant l'année en cours.

Il faut préciser que cette méthodologie ne vient pas se substituer aux méthodologies existantes basées sur l'élaboration des comptes sous le module ERETES mais qu'elle vient en complément comme outil devant permettre de rendre rapidement disponible une information synthétique et récente sur la situation économique du Gabon.

A cet effet, la DGS tient à remercier Monsieur André LEGET, ancien conseiller technique du Directeur Général qui a permis de lancer les bases d'élaboration de cette méthodologie des comptes rapides.

Le mot du Ministre de l'Economie, du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme

Les crises financières et économiques internationales ont mis davantage en relief l'importance de statistiques officielles pertinentes, fiables et à jour. La demande de statistiques pertinentes et de bonne qualité augmente à mesure que les activités économiques se mondialisent.

La nécessité de faire du Gabon un pays émergent place l'information statistique en amont du processus de développement. Dans ces conditions, la nécessité d'avoir des statistiques récentes, précises et pertinente devient primordiale.

En effet, les décideurs ont besoin d'informations récentes, à jour et à temps pour la gestion de l'économie nationale. De même, pour la gestion correcte de ses affaires, l'opérateur économique a besoin de données lui permettant de situer ses activités par rapport à l'ensemble du secteur où il opère, ainsi que des éléments d'appréciation du contexte général de l'économie.

Or, depuis bien des années, le Gabon souffre d'une carence en matière d'informations et d'analyses qui permettent de se faire rapidement une idée de l'évolution récente de l'activité économique.

De fait, la Direction Générale des Statistiques, qui est la principale source d'informations du pays, a mis en place une méthodologie permettant de disposer rapidement de données de comptabilité nationale afin d'avoir une vue globale et rapide des principaux indicateurs de l'activité économique.

Cette méthodologie, qui s'appuie sur les principes du Système de Comptabilité Nationale de 1993 (SCN 93), utilise l'information tirée des derniers comptes définitifs disponibles pour extrapoler les données de production issues du fichier de la TVA.

L'objectif visé ici est de réduire le retard de production des comptes nationaux pour parvenir, dans un premier temps, à produire les comptes de l'année n-1 à l'année n, et dans un second temps d'envisager progressivement l'élaboration des comptes infra-annuels.

Cette méthodologie a le mérite d'avoir été développée par des nationaux sur la base de l'observation des faits économiques locaux. Toutefois, comme tout développement méthodologique, elle a :

- L'avantage d'approximer, avec des marges d'erreurs faibles, le niveau de création de richesse ;*
- La faiblesse de ne pas pouvoir décrire le processus de répartition de cette richesse.*

Des améliorations restent donc à apporter dans ce domaine tout comme sur les insuffisances qui peuvent être consécutives aux hypothèses retenues (stabilité des coefficients techniques principalement).

Aussi, dans la perspective d'améliorer ce document de référence, je compte sur l'effort des uns et des autres pour apporter toute suggestion susceptible de permettre de minimiser ces insuffisances. De ce fait, la collaboration entre administrations intervenant dans le processus d'élaboration des comptes nationaux ainsi que l'apport des chercheurs et autres spécialistes est sollicitée.

C'est dans ces conditions que nous pourront mettre en place les véritables conditions d'une véritable politique économique et sociale orientée vers l'émergence.

MAGLOIRE NGAMBIA

Introduction

Il n'est guère besoin d'insister sur l'intérêt qu'il y a de disposer rapidement de comptes nationaux sachant que l'information économique récente bénéficie d'une plus grande attention du politique ou des organismes internationaux, alors que les chiffrements plus fiables des années antérieures, faute d'être les plus actuels, sont parfois repoussés à l'arrière plan.

Avant cet exercice, il n'y avait pas de comptes rapides élaborés au Gabon. On trouve cependant publiés par la Direction Générale de l'Economie (DGE) des comptes économiques prévisionnels. C'est par ce canal qu'on dispose par exemple de données sur l'année 2008.

Il paraissait tout naturel que pour lever cette insuffisance, la DGS oriente progressivement son activité vers la confection de comptes rapides. La DGS bénéficie à présent d'une expérience en matière de comptes nationaux et peut envisager la confection régulière de comptes exploratoires, construits de façon cohérente avec les comptes définitifs.

Dans la hiérarchie à venir des comptes nationaux du Gabon, les comptes rapides tiendront une place et un rôle particulier. Deux choses les définissent:

- leur date de confection, le chiffrement de l'année écoulée effectué dans les derniers mois de l'année courante. Le mois de février de $n+1$ devrait convenir pour effectuer ce premier chiffrement de l'année écoulée (n). Donc comptes précoces et aussi comptes qui se caractérisent par l'absence de statistiques "lourdes", ou qui nécessitent de longs délais pour être opérationnels.

- leur confection repose sur la mobilisation de toutes les données statistiques de court terme, que l'on peut désigner sous le vocable d'indicateurs précoces. En somme, les données sont plus fragiles mais disponibles plus rapidement.

Les comptes rapides se distinguent des comptes prévisionnels en ce qu'ils traitent du chiffrement d'une année à peine écoulée mais en se reposant sur des réalisations suffisamment représentatives. Au moment de leur confection, certains indicateurs précoces peuvent ne pas être complètement disponibles. Pour prendre l'exemple de l'exécution budgétaire, on peut à la fin de l'année **N** disposer seulement de données couvrant les dix premiers mois de l'année, il y a alors un travail de prévision ou d'extrapolation pour les deux derniers mois ce qui donnera aux comptes rapides un caractère mixte, à la fois de compte du passé et de compte prévisionnel. En tout état de cause, le chiffrement de l'année repose dans notre exemple sur les dix mois observés, et l'incertitude liée à la vision faite sur les deux mois restants n'affectera que faiblement le taux de croissance annuelle de la variable considérée.

La limite entre compte rapide et provisoire est plus fragile. Il est possible de calculer des comptes provisoires de l'année **N vers le mois de juillet de l'année suivante N+1**. En effet, ce délai est très compétitif car c'est véritablement à partir du mois de mai qu'il est possible de mobiliser les données financières sur les entreprises

Entre une synthèse annuelle cohérente mais longue à obtenir et des informations disponibles rapidement mais souvent partielles et d'apparence plutôt disparates, les comptes nationaux dits "rapides" cherchent à fournir, dans des délais courts, une information macro-économique complète relativement détaillée et cohérente avec les comptes annuels passés.

La cohérence recherchée conduit également à retenir les évaluations de la comptabilité nationale annuelle dès que l'information qui est intégrée peut être considérée comme de meilleure qualité. En effet, alors que les comptes annuels privilégient une appréhension exhaustive et plus minutieuse du champ, les

comptes rapides cherchent à représenter les fluctuations à partir d'indicateurs qui pour des raisons de disponibilité peuvent moins bien couvrir le champ à appréhender.

La méthodologie des comptes rapides, qui va être décrite dans la première section de ce document, repose sur ces caractéristiques. Elle s'appuie aussi sur la taille relativement faible du tissu économique gabonais pour renforcer la qualité des informations fournies.

La principale caractéristique de ce modèle est qu'il s'intéresse essentiellement à décrire le processus de création de richesse. Il ne s'intéresse donc pas aux phénomènes de redistribution qui nécessitent des données beaucoup plus complètes non disponibles assez tôt. L'objectif est de fournir très rapidement des informations sur la croissance économique.

Enfin, il faut noter que dans le cadre du programme de rénovation des comptes nationaux du Gabon, la mise en place d'une méthodologie d'élaboration des comptes provisoires sous le module ERETES viendra renforcer le dispositif de travail de la Direction de la Comptabilité Nationale et lui permettre définitivement de respecter la chronologie de production des comptes nationaux.

Le plan de cette parution cadre bien avec le caractère synthétique de ces comptes. Pour ce numéro, il est prévu de décrire la méthodologie dans la première section puis de présenter le PIB et ses déclinaisons dans la deuxième section, principalement sous ses optiques offre et demande.

La détermination du PIB par les revenus ne peut être abordée étant entendu qu'elle ne peut être captée que par le processus de répartition de la richesse que nous avons écarté dès le départ.

Liste des tableaux et des principales abréviations

Tableaux :

Tableau 1 : Evolution du Produit intérieur Brut (en millions de F CFA)

Tableau 2 : Evolution du PIB par branches d'activités

Tableau 3 : Evolution des composantes de la demande

Tableau 4 : Contribution à la croissance des éléments de la demande (en %)

Tableau 5 : Evolution de la consommation par produits

Tableau 6 : Evolution des exportations par produits

Tableau 7 : Evolution des importations par produits

Abréviations :

ERETES : Equilibre Ressources Emplois, Tableau Entrées Sorties

DGS : Direction Générale des Statistiques

DGE : Direction générale de l'Economie

PIB : Produit Intérieur Brut

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée

DSF : Déclaration Statistique et Fiscale

OHADA : Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique

BEAC : Banque des Etats de l'Afrique Centrale

TOFE : Tableau des Opérations Financières de l'Etat

TRE : Tableau des Ressources et des Emplois

FBCF : Formation Brute de Capitale Fixe

DTI/DTE : Droits et Taxes à l'Importation/Exportation

I/ METHODOLOGIE D'ELABORATION DES COMPTES RAPIDES

Le modèle est élaboré sur un tableur Excel et utilise principalement l'approche de détermination du PIB par l'optique production.

A cet effet, le système d'élaboration des comptes rapides repose sur l'exploitation de six sources :

- les Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF) et le fichier des entreprises admises au régime de la TVA pour la détermination du PIB marchand ;
- les données issues du Trésor et du budget pour le calcul du PIB non marchand ;
- les données de la douane et de la balance des paiements pour l'évaluation du commerce extérieur et des Droits et Taxes à l'Importation (DTI) et à l'exportation DTE.
- l'Indice de la Production Industrielle pour permettre d'affiner le calcul de la production en volume du secteur secondaire.
- La note de conjoncture élaborée par la Direction Générale de l'Economie pour compléter l'évaluation des évolutions sectorielles en volume.
- Les données de l'activité pétrolière fournies par la Direction Générale des Hydrocarbures.

Précisons que pour les fichiers de données comportant les données comptables des entreprises¹, Il s'agit essentiellement des soldes caractéristiques de gestion, tableau N° 01 des déclarations statistiques et fiscales et des comptes de résultat (système de comptabilité entreprise OHADA). L'intérêt de disposer des données comptables sur plusieurs années et sur le même cadre de référence permet plus facilement d'extrapoler les tendances observées sur le passé dans la mesure où l'information comptable fait défaut, de contrôler la cohérence d'ensemble de ces données comptables et leur évolution.

D'autres données viennent compléter cette information. On trouvera ainsi des données comptables du secteur bancaire ou les dépenses et recettes des administrations publiques.

Pour ce faire, cinq types de « fichiers » repartis entre les différentes feuilles de calcul sont utilisés :

- le Fichier des données issues des déclarations statistiques et fiscales (DSF) ;
- le Fichier de la TVA qui permet, à partir des Chiffres d'Affaires déclarés, d'extrapoler grâce aux structures de production passées les agrégats nécessaires à la confection du compte de production des entreprises dont on ne dispose pas de DSF ;
- le Fichier qui permet de calculer les comptes de production et d'exploitation ;
- le Fichier de données pétrolières ;
- le Fichier de synthèse qui permet de déterminer le PIB (approche par la production).

¹ De l'échantillon retenu qui en compte environ 350.

I.1/ Choix de l'échantillon et Traitement des DSF

La base DSF est la principale source permettant la détermination du PIB marchand. Elle sert de base non seulement au calcul des Valeurs Ajoutées des branches du secteur formel mais elle permet aussi d'approcher l'activité du secteur informel. En effet, en l'absence d'enquête sur le secteur informel, l'activité « souterraine » est parfois évaluée indirectement à partir de l'activité formelle. D'autres données issues de monographies sur certaines activités permettent de compléter l'information.

Le traitement des DSF, couplé aux données de ces monographies et à celles du fichier TVA, va donc permettre de déterminer la Valeur Ajoutée des branches d'activités aussi bien pour le secteur formel que pour le secteur informel.

Dans le traitement des données des sociétés, la différence entre les comptes rapides et les comptes définitifs réside dans l'exhaustivité de l'information traitée. Alors que l'élaboration des comptes définitifs nécessite qu'un maximum de DSF soit collecté, les comptes rapides utilisent un échantillon représentatif d'entreprises pour chaque branche de la nomenclature. Le choix de l'échantillon constitue ainsi la première étape du traitement des DSF.

Le caractère modeste du tissu économique gabonais favorise les estimations en ce qui concerne l'activité des branches puisqu'il suffit de disposer de l'information sur certaines grandes sociétés pour en déterminer le niveau global.

En effet, dans plusieurs des 26 branches de la nomenclature (voir la liste ci-après), deux à cinq sociétés représentent plus de 80% de la VA de la branche. Les branches retenues dans les comptes nationaux du Gabon sont les suivantes :

BR_CN_Pub	nom branche
B01	Agriculture, élevage, chasse, pêche
B02	Exploitation forestière, sylviculture
B03	Production de pétrole brut et gaz naturel et des services pétroliers
B04	Autres extractions
B05	Industries agro-alimentaires
B06	Industries des boissons et du tabac
B07	Industries textiles, de l'habillement et du cuir
B08	Industries du bois et de l'ameublement
B09	Fabrication du papier, imprimerie, édition
B10	Raffinerie de pétrole
B11	Industrie chimique, transformation du caoutchouc et des matières plastiques
B12	Fabrication de matériaux de construction, industrie du verre
B13	Travail des métaux, fabrication de matériels et biens d'équipement, autres n.c.a.
B14	Production et distribution d'eau et d'électricité
B15	Bâtiment et travaux publics
B16	Commerce
B17	Services de réparation
B18	Hôtels, bars, restaurants
B19	Transports
B20	Postes et télécommunications
B21	Services financiers
B22	Services immobiliers
B23	Services rendus aux entreprises
B24	Administrations publiques
B25	Services d'éducation et de santé
B26	Services rendus aux ménages

Dans ces conditions, pour estimer rapidement la VA d'une branche, il suffit de disposer des données sur ces entreprises représentatives.

Les entreprises représentatives sont choisies de la manière suivante :

- Sur la base de la dernière année de compte disponible, on recense pour chaque branche, l'ensemble des entreprises représentant plus de 80% du Chiffre d'Affaires de la branche et/ou celles qui ont un Chiffre d'Affaires supérieur à 1,5 milliards de F CFA ;
- On collecte les DSF disponibles et on utilise le fichier TVA pour les DSF non disponibles ;
- Lorsque pour les années suivantes apparaît une entreprise représentative nouvelle, on la prend en compte puisqu'elle améliore la représentativité globale de la branche.

Une fois l'échantillon constitué, la suite des travaux consiste à saisir les données du compte d'exploitation des sociétés regroupées selon les branches d'activités susmentionnées. Selon que les DSF sont disponibles ou pas, deux approches sont utilisées :

- Saisie du compte d'exploitation pour les DSF existantes ;
- Reconstitution du compte d'exploitation pour chaque entreprise de l'échantillon à partir du Chiffre d'Affaires disponible dans le fichier TVA et de la structure de ce compte tirée de la dernière année de comptes disponible.

Il est à noter que pour améliorer la représentativité de l'échantillon, les branches retenues dans la parution sont en fait scindées en sous branches à l'intérieur desquelles on va choisir les entreprises représentatives. C'est ainsi, par exemple, que la branche commerce comprendra les sous branches suivantes :

- Commerce d'automobile ;
- Commerce de produits pétroliers ;
- Commerce du bois ;
- Pharmacies ;
- Commerce papeterie ;
- Commerce général.

Après la saisie des données portant sur les entreprises de l'échantillon, on procède au calcul de la Valeur Ajoutée de chaque branche par la règle de trois à partir du poids du Chiffre d'Affaires des entreprises retenues dans chaque branche

I.2/ Le calcul du PIB en valeur

L'objectif étant de décrire uniquement le processus de création de richesse, le calcul du PIB va se faire selon les deux approches traditionnelles : l'optique offre et l'optique demande. La première approche va permettre d'avoir une première évaluation de l'offre à partir des éléments de production et des importations.

En ce qui concerne le PIB optique offre, Les données tirées du traitement décrit ci-dessus sont synthétisées dans un fichier nommé **Production**. Ce fichier permet de disposer des données de production pour chaque branche de la nomenclature.

De la même manière, les données sur le commerce extérieur sont disponibles rapidement et elles permettent de disposer des informations sur les importations et les exportations par produits. En ce qui concerne le mouvement des biens, l'information provient des données douanières alors que pour les prestations, ce sont des estimations tirées de la balance des paiements prévisionnelle de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC).

Les données sur la production sont importées dans le TRE qui va utiliser la structure du TRE de l'année précédente pour déduire la répartition de la production de chaque branche par produits.

La combinaison de l'information sur la production, la Taxe sur la Valeur Ajoutée, les Droits et Taxes à l'importation et à l'exportation, les marges et les autres taxes sur les produits, permet de disposer du total des ressources.

Au niveau de la demande :

- ✓ l'utilisation de coefficients technique de l'année précédente par branche et la structure de répartition de ces consommations intermédiaires par produits permet de disposer de la matrice des emplois intermédiaires ;
 - ✓ la consommation finale et la FBCF sont déterminées à partir du total des ressources sur la base de la structure de l'année précédente. la consommation finale est ensuite répartie entre consommation finale des ménages et consommation publique grâce à la connaissance de la consommation détaillées par produits des administrations ;
 - ✓ les exportations sont connues grâce aux statistiques douanières et à la balance des paiements.
 - ✓ Les variations de stocks constituent la principale variable de bouclage de l'équilibre ressources/emploi par produits du TRE, étant entendu que pour certains produits (produits d'exportation) des corrections peuvent être effectuées en fonction de l'information disponible.
 - ✓ En plus des variations de stocks comme variable de bouclage, la consommation, les exportations et les importations peuvent être utilisées lorsque le déséquilibre entre offre et demande sur un produit est très important. C'est le cas des exportations et importations des services qui doivent très souvent ajustées en raison de leur caractère généralement approximatif.
- La confrontation du total ressources et emplois permet, in fine, d'équilibrer le TRE.

I.3/ Le calcul du PIB en volume

Afin de permettre d'apprécier l'évolution réelle de l'activité économique, il est nécessaire de calculer le PIB en volume c'est-à-dire le PIB délesté de l'influence des prix.

Il s'agit alors d'évaluer le PIB sur la base des prix pratiqués sur l'année précédente selon les recommandations du SCN 93 ;

Le passage aux comptes en volume va se faire à partir du TRE en valeur auquel on applique un TRE prix. Pour ce faire, le travail se fait en deux étapes :

- L'élaboration du TRE prix où vont se calculer les déflateurs ;
- Le calcul du TRE en volume.

Les déflateurs sont calculés à partir de l'indice des prix à la consommation, des indices de valeur unitaire pour les imports et les exports.

Le passage au TRE en volume se fait en divisant la valeur correspondante du TRE en valeur par le déflateur du TRE prix. On obtient ainsi une matrice de production et un vecteur d'importation qui permettent d'avoir, par produit, le total ressources à prix de base.

A ces valeurs par produit, on applique les taux implicite de marge, de taxes diverses et de DTI de l'année de base et on dispose alors du total ressources par produit à prix d'acquisition en ayant au préalable déflaté la TVA par produits par l'indice des prix le plus adapté.

Dans ces conditions, les autres éléments de la demande (consommation et FBCF) sont déterminés de la même manière que pour le TRE en valeur, sur la base de la structure du dernier TRE en volume disponible.

Précisons que la détermination des consommations intermédiaires se fait à partir des coefficients techniques de l'année précédente appliqués sur la production en volume déterminée comme ci-dessus.

L'équilibrage du TRE en volume se fait de manière raisonnée, selon que les écarts entre ressources et emplois sont importants, en faveur de la consommation, des variations de stocks, des exportations, des importations ou de la FBCF.

Il faut ajouter, à ce stade, que pour mieux évaluer certaines évolutions en volume, l'utilisation des travaux réalisés dans le cadre de l'Indice de la production Industrielle est nécessaire.

I.4/ Les travaux de correction et de contrôle de cohérence des comptes

La validation des résultats fournis par les comptes rapides passe par deux étapes :

- Une première étape comportant les vérifications de cohérence des résultats obtenus pour chaque année de compte réalisée avec la méthodologie des comptes rapides ;
- Pour le cas particulier de cette première parution, une comparaison des résultats obtenus par les comptes rapides avec ceux des comptes définitifs de la dernière année de compte disponible (2005).

La vérification de la cohérence des résultats obtenus se fait notamment sur les données en volume à partir de certaines sources disponibles qui peuvent permettre de les confirmer ou de les infirmer.

La première source porte sur l'indice de la production industrielle. Logiquement, les évolutions enregistrées en quantité doivent se rapprocher des évolutions de la production en volume des branches manufacturières. Cette première vérification permet parfois de valider les arbitrages opérés lors du premier équilibrage du TRE en volume.

La deuxième source concerne les activités pétrolière, minière et forestière. L'on dispose très souvent de données sur la production et les exportations de ces branches. La mise en cohérence de ces informations avec les données des comptes rapides permet de valider près de 60% du calcul du PIB.

Une autre vérification consiste à valider les résultats relatifs aux branches à une ou deux sociétés (Eau et électricité, raffinage, boissons et tabacs...).

II/ LES PRINCIPAUX RESULTATS

La **crise financière de l'automne 2008** constitue la seconde phase de la crise financière internationale après la crise des subprimes de l'été 2007. Cette seconde phase est marquée par une aggravation de la crise de liquidité et un renchérissement supplémentaire du crédit par une augmentation du taux interbancaire. Elle s'est rapidement répercutée sur les marchés boursiers par une chute des cours (certains parlent du « **krach de l'automne 2008** »), tandis que le resserrement du crédit pour les entreprises et les ménages pesait sur l'activité économique mondiale.

Les gouvernements et banques centrales dans le monde ont réagi de manière plus ou moins concertée à un début de crise systémique, avec l'objectif à très court terme de maintenir la continuité du système de paiements et du marché interbancaire qui auraient été très affectés par la faillite de plusieurs grandes banques. Les pays les plus exposés à la crise, en particulier parce qu'ils sont endettés en monnaie étrangère comme l'Islande et l'Ukraine, ont connu une forte dévaluation de leur monnaie et sont entrés dans une situation de cessation de paiement, qu'une aide financière du FMI a résolue.

Cette aggravation de la crise financière a fortement accentué la récession entamée début 2008, visible par la dégradation rapide des prévisions économiques d'activité pour 2009, poussant les gouvernements à engager des plans de relance financés par la dette.

La croissance mondiale est pratiquement au point mort, entraînant une baisse de la demande pour les produits africains. En effet, quand les consommateurs européens et américains limitent leurs dépenses, l'Afrique exporte moins. Durant cette crise, le cours des matières premières telles que le pétrole ou le cuivre s'est effondré.

II.1/ L'évolution du PIB

Au Gabon, les effets de la crise financière internationale se sont véritablement fait ressentir au cours du dernier trimestre de l'année 2008.

A cet effet, les premiers signaux de la récession se sont manifestés avec la contraction de la demande des matières premières sur les marchés internationaux.

Ce contexte économique défavorable a principalement affecté les performances des secteurs d'exportation. De fait, même si dans le pétrole la tendance baissière de la production se poursuit malgré quelques soubresauts (-2,3% en 2008), les contre performances dans les secteurs du bois (-6,7%) et de l'exploitation minière (-2,8%) ont eu un impact défavorable sur la croissance.

Toutefois, grâce aux résultats enregistrés dans les secteurs tournés vers le marché intérieur, l'évolution du PIB s'est inscrite à la hausse +0,7%.

En ce qui concerne les évolutions en valeur, il faut noter que la conjoncture pétrolière favorable, sur une bonne partie de l'année 2008, a eu des effets d'entraînement positifs sur l'économie et notamment dans les activités de service et le commerce. De même, la réalisation par l'Etat de certains projets portant sur les travaux publics a eu un impact favorable dans la branche concernée.

Les tableaux ci-après présentent l'évolution du PIB sur la période :

Tableau 1 : Evolution du Produit intérieur Brut (en millions de F CFA)

	2006	2007	2008
PIB en valeur	5 261 395	5 738 567	7 032 857
PIB pétrolier	2 639 891	2 852 228	3 765 650
PIB hors pétrole	2 621 503	2 886 338	3 267 207
PIB réel	3 936 910	4 058 160	4 087 176
PIB pétrolier	1 488 816	1 526 608	1 427 395
PIB hors pétrole	2 448 094	2 531 553	2 659 781
Déflateur implicite	1,34	1,41	1,72
Taux de croissance	-2,6%	3,1%	0,7%

II.2/ Le PIB par branches d'activité

La déclinaison par branche d'activité confirme le caractère prépondérant des industries extractives, principalement celles exerçant dans le pétrole et le manganèse.

Les évolutions en valeur traduisent l'impact de la conjoncture pétrolière favorable qui a permis à la branche pétrolière de tirer les autres activités vers le haut, notamment les services qui bénéficient généralement des retombées de l'activité pétrolière.

Il faut enfin noter une légère baisse de croissance des activités du BTP en 2008 (-4,8%) malgré la réalisation de certains travaux par l'Etat dans le domaine des routes et dans le cadre des fêtes tournantes. Le tableau ci-après présente l'évolution du PIB par branche d'activité :

Tableau 2 : Evolution du PIB par branches d'activités

	Valeurs (en millions de F CFA)			VARIATIONS	Volumes (base 100 = 2001)			VARIATIONS
	2006	2007	2008	2008/2007	2006	2007	2008	2008/2007
Secteur primaire	2 993 182	3 256 109	4 317 579	32,6%	1 891 340	1 957 829	1 762 833	-10,0%
Agriculture, élevage, chasse et pêche	188 158	192 646	201 270	4,5%	199 508	198 505	220 030	10,8%
Exploitation forestière et Sylviculture	65 491	69 789	67 092	-3,9%	82 137	81 634	77 673	-4,9%
Industries extractives	2 739 533	2 993 673	4 049 217	35,3%	1 609 695	1 677 691	1 465 130	-12,7%
Secteur secondaire	422 919	465 297	496 733	6,8%	345 306	337 680	366 055	8,4%
Autres industries manufacturières	247 471	264 993	285 347	7,7%	180 779	171 214	188 747	10,2%
Production et distribution d'eau et d'électricité	43 110	48 408	53 107	9,7%	57 144	59 794	63 211	5,7%
Bâtiments et travaux publics	132 338	151 895	158 279	4,2%	107 384	106 671	114 098	7,0%
Secteur tertiaire	1 152 598	1 244 585	1 335 928	7,3%	1 068 680	1 086 773	1 117 462	2,8%
transports et communications	269 246	295 247	321 046	8,7%	265 058	270 073	264 545	
Commerce	243 151	263 090	287 498	9,3%	222 661	225 435	209 989	-6,9%
Banques et assurances	113 874	133 209	143 399	7,6%	104 122	106 027	118 365	11,6%
Autres services marchands	526 327	553 038	583 985	5,6%	476 839	485 238	524 562	8,1%
SIFIM	-64 410	-83 933	-82 599	-1,6%	-62 428	-59 059	-74 126	25,5%
Valeur Ajoutée non marchande	514 607	580 231	614 712	5,9%	450 967	470 457	577 805	22,8%
Impôts et taxes	242 498	276 279	350 503	26,9%	243 044	264 480	337 147	27,5%
PIB	5 261 395	5 738 567	7 032 857	22,6%	3 936 910	4 058 160	4 087 176	0,7%

II.3/ Le PIB optique demande

En 2008, la consommation finale et l'investissement ont constitué les principaux leviers de la croissance du PIB. En effet, au cours du premier semestre, la conjoncture pétrolière a favorisé un surcroît d'investissements dans la branche des industries extractives et notamment chez les pétroliers à travers la recherche et le développement des anciens champs.

De plus, les prémices de la crise financière internationale n'ont pas conduit les ménages à anticiper négativement sur leur niveau de consommation.

En définitive, c'est encore la consommation finale qui a le plus contribué à la croissance comme le montrent les tableaux suivants :

Tableau 3 : Evolution des composantes de la demande

	Valeurs (en millions de Fcfa)			Var 08/07	Volume (en millions de Fcfa)			Var 08/07
	2006	2007	2008		2006	2007	2008	
Demande intérieure	3 270 135	3 645 730	3 974 459	9,0%	2 957 306	3 216 074	3 482 600	8,3%
Consommation finale	2 195 852	2 458 824	2 647 989	7,7%	2 006 207	2 150 403	2 362 546	9,9%
Privée	1 568 309	1 740 702	1 886 336	8,4%	1 466 158	1 566 953	1 656 775	5,7%
Publique	627 543	718 122	761 653	6,1%	540 049	583 450	705 770	21,0%
Formation Brute de Capital Fixe	1 073 915	1 197 432	1 333 432	11,4%	931 735	1 048 895	1 109 020	5,7%
Variations de stocks	368	-10 527	-6 963	-33,9%	19 364	16 776	11 034	-34,2%
Solde commercial	1 991 260	2 092 836	3 058 278	46,1%	979 604	842 086	604 595	-28,2%
Exportations	3 230 225	3 621 402	4 871 464	34,5%	2 078 080	2 171 340	2 150 960	-0,9%
Importations	1 238 965	1 528 565	1 813 186	18,6%	1 098 476	1 329 254	1 546 365	16,3%
PIB	5 261 375	5 738 548	7 032 718	22,6%	3 936 891	4 058 141	4 087 176	0,7%

Tableau 4 : Contribution à la croissance des éléments de la demande (en %)

	2006	2007	2008
Demande intérieure	0,7	6,6	6,6
Consommation finale	-0,6	3,7	5,2
dont			
APU	-1,0	1,1	3,0
Ménages	0,3	2,6	2,2
Investissement	1,3	2,9	1,3
FBCF	1,0	3,0	1,5
Variation des stocks	0,4	-0,1	-0,1
Exportations	-3,1	2,4	-0,5
Importations	0,2	5,9	5,4
PIB	-2,6	3,1	0,7

II.4/ L'approche produits

On note en 2008 la tendance à la hausse de la consommation par produits constatée dès 2006 dont les éléments phares sont à rechercher dans les biens et services de consommation de l'agriculture et de l'agro-industrie, de l'industrie des boissons, de l'immobilier, de la santé et de l'éducation d'une part, mais aussi du côté des prestations de l'administration publique.

Le commerce extérieur reste fidèle à la tradition gabonaise qui veut que le pays ait toujours une balance commerciale excédentaire. Les exportations sont essentiellement tirées à la hausse par le secteur pétrolier et minier grâce notamment au bon comportement du prix du baril de pétrole gabonais (il fluctue entre 150 dollars en juillet 2008 à 35 dollars en décembre)² malgré l'environnement international marqué par une crise financière. La production minière a baissé de 2,6% par rapport à 2007 mais reste à un niveau satisfaisant. Les importations quant à elles doivent leur niveau à l'industrie agro-alimentaire, à la construction, aux services aux entreprises et pétroliers et à l'industrie chimique qui sont tous en hausse continue entre 2006 et 2008. Les tableaux suivant résumant la situation décrite ci-dessus.

a) Consommation par produits

Tableau 5 : Evolution de la consommation par produits

	2006	2007	2008	2006	2007	2008
Agriculture, élevage, chasse, pêche	211 826	219 388	232 077	212 948	219 729	230 011
Exploitation forestière, sylviculture	4 782	5 156	4 905	4 751	4 936	4 017
Autres extractions	1 320	1 858	3 715	1 317	1 641	1 631
Industries agro-alimentaires	242 574	284 459	338 458	237 585	265 556	287 899
Industries des boissons et du tabac	145 796	164 373	171 423	122 977	124 124	152 718
Industries textiles, de l'habillement et du cuir	92 051	100 905	104 965	71 858	76 953	80 668
Industries du bois et de l'ameublement	30 137	34 893	35 450	24 872	23 543	31 881
Fabrication du papier, imprimerie, édition	12 604	13 710	14 256	11 837	12 380	13 858
Raffinerie de pétrole	42 326	44 033	55 733	38 491	43 002	45 276
Industrie chimique, transformation du caoutchouc et des matières plastiques	68 852	72 745	82 799	63 309	71 712	81 660
Fabrication de matériaux de construction, industrie du verre	3 859	4 862	6 236	2 262	3 743	5 135
Travail des métaux, fabrication de matériels et biens d'équipement, autres n.c.a	36 683	38 985	38 781	33 779	33 553	38 438
Production et distribution d'eau et d'électricité	42 324	48 317	51 203	40 932	42 130	49 077
Bâtiment et travaux publics	13 429	17 359	19 057	12 160	15 549	16 968
Services de réparation	15 546	14 923	18 901	15 630	12 122	18 484
Hôtels, bars, restaurants	84 250	92 194	92 574	78 670	78 426	85 118
Transports	85 316	84 784	88 726	83 608	83 379	85 985
Postes et télécommunications	96 104	102 490	106 258	89 904	97 490	96 150
Services financiers	20 074	21 712	23 498	17 554	21 253	20 806
Services immobiliers	152 374	165 387	176 532	149 301	157 866	169 349
Services rendus aux entreprises	3 337	3 426	4 141	2 243	2 680	2 826
Administrations publiques	506 045	570 749	605 115	423 115	441 763	550 986
Services d'éducation et de santé	171 408	205 643	216 662	167 266	180 699	205 968
Services rendus aux ménages	55 949	51 800	53 645	50 230	46 776	44 695
Correction territoriale	56 884	94 674	102 880	49 609	89 399	42 938
TOTAL	2 195 852	2 458 824	2 647 989	2 006 207	2 150 403	2 362 546

² Source : annuaire statistique 2004-2008 de la DGS, chapitre VI.

b) Exportations par produits

Tableau 6 : Evolution des exportations par produits

	Valeurs (en millions de F CFA)			Volumes (base 100 = 2001)		
	2006	2007	2008	2006	2007	2008
Agriculture, élevage, chasse, pêche	18 975	15 153	18 602	15 632	12 946	18 484
Exploitation forestière, sylviculture	188 941	207 842	194 986	175 519	187 108	165 010
Production de pétrole brut, gaz naturel et services pétroliers	2 570 787	2 862 258	3 824 865	1 471 887	1 514 444	1 478 973
Autres extractions	177 613	243 318	495 222	168 067	212 353	213 761
Industries agro-alimentaires	10 806	8 765	5 510	7 890	6 537	3 468
Industries des boissons et du tabac	15 464	10 448	11 963	16 997	14 387	9 561
Industries textiles, de l'habillement et du cuir	50	404	157	72	326	15
Industries du bois et de l'ameublement	103 391	127 424	117 444	90 358	88 832	116 961
Fabrication du papier, imprimerie, édition	134	81	71	747	95	1
Raffinerie de pétrole	37 625	37 009	89 471	36 870	36 074	42 591
Industrie chimique, transformation du caoutchouc et des matières plastiques	951	5 838	7 409	1 393	5 403	6 758
Fabrication de matériaux de construction, industrie du verre	467	428	601	254	435	438
Travail des métaux, fabrication de matériels et biens d'équipement, autres n.c.a	52 925	39 096	41 684	46 760	37 567	44 189
Production et distribution d'eau et d'électricité	0	0	0	0	0	0
Bâtiment et travaux publics	0	0	0	0	0	0
Services de réparation	0	0	0	0	0	0
Hôtels, bars, restaurants	5 834	5 913	5 929	2 042	3 489	4 288
Transports	14 295	15 355	16 035	12 990	13 853	15 202
Postes et télécommunications	4 723	4 692	4 309	3 251	3 466	4 034
Services financiers	4 571	4 394	4 692	4 476	4 104	3 759
Services immobiliers	0	0	0	0	0	0
Services rendus aux entreprises	14 692	20 553	19 061	10 161	18 202	17 757
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0
Services d'éducation et de santé	0	0	0	0	0	0
Services rendus aux ménages	770	424	407	692	380	224
Correction territoriale	7 214	12 007	13 048	12 024	11 338	5 485
TOTAL	3 230 225	3 621 402	4 871 464	2 078 080	2 171 340	2 150 960

c) Importations par produits

Tableau 7 : Evolution des importations par produits

	Valeurs (en millions de F CFA)			Volumes (base 100 = 2001)		
	2006	2007	2008	2006	2007	2008
Agriculture, élevage, chasse, pêche	17 774	20 801	24 555	16 034	18 910	23 398
Exploitation forestière, sylviculture	105	93	244	124	85	423
Production de pétrole brut, gaz naturel et services pétroliers	26 884	124 219	155 958	18 965	117 184	151 769
Autres extractions	3 797	4 107	11 867	1 319	3 890	10 684
Industries agro-alimentaires	105 362	134 257	164 019	94 885	131 776	147 302
Industries des boissons et du tabac	28 541	30 588	32 454	24 992	28 172	31 266
Industries textiles, de l'habillement et du cuir	21 660	23 150	21 095	14 715	23 562	22 710
Industries du bois et de l'ameublement	8 319	10 565	15 267	8 107	10 990	13 075
Fabrication du papier, imprimerie, édition	21 133	21 963	23 194	22 748	15 470	19 062
Raffinerie de pétrole	34 266	47 535	51 994	22 941	28 786	48 498
Industrie chimique, transformation du caoutchouc et des matières plastiques	109 849	126 281	147 739	94 274	107 624	127 574
Fabrication de matériaux de construction, industrie du verre	19 772	21 634	27 417	17 318	11 866	16 307
Travail des métaux, fabrication de matériels et biens d'équipement, autres n.c.a	530 566	563 739	605 922	499 825	493 964	573 388
Production et distribution d'eau et d'électricité	0	0	0	0	0	0
Bâtiment et travaux publics	0	0	0	0	0	0
Services de réparation	0	0	0	0	0	0
Hôtels, bars, restaurants	27 559	26 153	30 773	24 742	23 948	28 643
Transports	63 315	54 422	80 353	65 535	49 923	65 301
Postes et télécommunications	4 982	6 887	5 310	4 909	6 466	3 434
Services financiers	4 528	6 453	7 716	4 472	5 137	6 272
Services immobiliers	0	2 860	3 108	0	2 743	2 975
Services rendus aux entreprises	143 200	183 292	274 269	98 011	136 701	192 694
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0
Services d'éducation et de santé	0	12 431	13 509	0	10 923	12 758
Services rendus aux ménages	3 253	454	493	2 928	395	408
Correction territoriale	64 098	106 680	115 928	61 633	100 737	48 423
TOTAL	1 238 965	1 528 565	1 813 186	1 098 476	1 329 254	1 546 365

ANNEXES 1: QUELQUES DEFINITIONS

DEFINITIONS

Administrations publiques

C'est l'ensemble des unités institutionnelles dont la fonction principale est de produire des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales. Elles tirent la majeure partie de leurs ressources de contributions obligatoires. Elles comprennent les administrations publiques centrales, les administrations publiques locales et les administrations de sécurité sociale.

Biens

Ce sont les objets physiques pour lesquels il existe une demande, sur lesquels des droits de propriété peuvent être établis, et dont la propriété peut être transférée d'une unité institutionnelle à une autre par le biais d'une opération sur le marché.

Comptes à prix constants

Ce sont des comptes déflatés des effets des variations de prix par rapport à une année de référence.

Consommation finale

Valeur de l'ensemble des biens et services utilisés pour la satisfaction directe des besoins humains, individuels ou collectifs, la consommation finale se compose de :

Consommation finale des ménages (consommation finale privée) : ensemble de la consommation des ménages résidents, qu'elle soit effectuée sur le territoire économique ou dans le reste du monde. Elle exclut la consommation finale des ménages non résidents sur le territoire économique. La Consommation finale est valorisée au prix d'acquisition (TVA comprise).

Consommation finale des administrations publiques (consommation finale publique) : valeur des services non marchands produits par les branches non marchandes, déduction faite des paiements partiels effectués par les ménages pour la fourniture de ces services.

Contribution à la croissance du PIB

La contribution d'une des composantes des emplois à la croissance du PIB est le rapport, exprimé en pourcentage et à prix constants, entre la variation de cette composante entre les années n-1 et n à la valeur du PIB de l'année n-1.

Corrections territoriales

C'est une rubrique d'ajustement dans l'équilibre général Ressources-Emplois des biens et services. En ressources, elle correspond aux produits consommés par les résidents dans le reste du monde, en emplois, elle correspond aux produits consommés par les non résidents sur le territoire national.

Exportations de biens et de services

C'est l'ensemble des biens et des services fournis par des résidents à des non résidents, à titre onéreux ou gratuit. Elles sont évaluées au prix FAB (franco à bord).

Formation brute de capital fixe (FBCF)

Encore appelée investissement, la FBCF est égale aux acquisitions moins les cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents. Les actifs fixes sont les actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an.

FBCF des ménages

C'est l'acquisition ou la production pour propre compte de logements dans le cadre de l'activité domestique des ménages. Par ailleurs, les biens d'équipement constituent de la FBCF lorsqu'ils sont acquis pour répondre à des fonctions d'entrepreneurs individuels des ménages.

Importations des biens de services

Ce sont l'ensemble de biens et des services fournis par des non résidents à des résidents, à titre onéreux ou gratuit. Elles sont mesurées en prix CAF (coût, assurance, fret).

Impôts sur la production et les importations

Ce sont les versements obligatoires sans contrepartie, prélevés par les administrations publiques et qui frappent la production et l'importation de biens de services, l'emploi de main d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments et autres actifs utilisés à des fins de production. Ces impôts indirects sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation.

Impôts sur le revenu

Il s'agit des impôts frappant les revenus, les bénéfices et les gains en capital. Ils sont établis sur les revenus effectifs ou présumés des personnes physiques, ménages, sociétés, et institutions sans but lucratif au service des ménages.

Production

La production est une activité exercée sous le contrôle et la responsabilité d'une unité institutionnelle qui combine des ressources en main-d'œuvre, capital et biens et services pour fabriquer des biens ou fournir des services.

Production marchande

Production écoulee ou destinée à être écoulee sur le marché. La production marchande comprend :

- les produits vendus à un prix économiquement significatif (c'est-à-dire à un prix qui a une influence significative sur les montants que les producteurs sont disposés à offrir et sur les montants que les acquéreurs souhaitent acheter) ;
- les produits troqués ;
- les produits autoconsommés ;
- les produits stockés.

Production non marchande

C'est l'ensemble des biens et des services individuels ou collectifs produits par les administrations privées ou par les administrations publiques et fournis gratuitement, ou à des prix économiquement non significatifs (c'est-à-dire à des prix qui ont peu ou pas d'influence sur les quantités qu'un producteur est disposé à offrir et qui, selon toute vraisemblance, qu'une influence marginale sur les quantités demandées), à d'autres unités institutionnelles ou à la consommation dans son ensemble.

Produit intérieur brut aux prix du marché (PIB)

Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes, le PIB peut se définir de trois manières :

- somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits ;
- somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale, FBCF variations de stocks), plus les exportations, moins les subventions ;
- somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.

Produit national brut

C'est le revenu résultant de la répartition de la valeur ajoutée, de la distribution des revenus de la propriété et des opérations et redistribution.

Services

Ce ne sont pas les entités indépendantes sur lesquelles il est possible d'établir des droits de propriété. Leur commercialisation ne peut être dissociée de leur production. Les services sont des sorties hétérogènes produits sur commande ; ils se traduisent typiquement par un changement de l'état des unités qui les consomment, changement obtenu par l'activité des producteurs à la demande des consommateurs.

Stocks

Ils représentent la situation, ou la détention, par les unités institutionnelles ; des actifs et des passifs à un moment précis dans le temps.

On enregistre la valeur des actifs non financiers, produits et non produits, et celle des actifs et passifs financiers. Les actifs couverts se limitent à ceux qui sont utilisés dans l'activité économique et qui font l'objet de droits de propriété.

Subventions

Ce sont les transferts courants sans contrepartie que les administrations publiques versent à des producteurs résidents dans le but d'influencer leurs niveaux de production, leurs prix ou la rémunération des facteurs de production. On distingue les subventions sur les produits, versées par unité de bien ou de service produite ou importée et les autres subventions sur la production.

ANNEXES 2: TABLEAUX RESSOURCES-EMPLOIS

TRE 2006 (à prix courants)

TABLEAU DES RESSOURCES (en milliards de Fcfa)								Production des branches																				Total	Imports										
Total des ress. à prix d'acquisit*	Marges de cce	TVA non déductible	Subventions sur les produits	Autres taxes sur les produits	Impôts sur les exports	Impôts sur les imports	Ressources à prix de base	B01	B02	B03	B04	B05	B06	B07	B08	B09	B10	B11	B12	B13	B14	B15	B16	B17	B18	B19	B20	B21	B22	B23	B24	B25	B26	B27	B28	B99	Total bches	Imports	
B01	297	56	1			3	237	215				4																								219	18		
B02	242	37				25	179		172						8																					179	0		
B03	3 289						3 289			3 261													1													3 262	27		
B04	202	1				3	198				193								1																	194	4		
B05	317	61	12			22	223	3				114																								117	105		
B06	184	38	9		5	9	124						95																							95	29		
B07	108	18	2			4	84							62																						62	22		
B08	177	10	3			3	161		36						116																					152	8		
B09	48	6	2			3	36									15																				15	21		
B10	258	38	15	-78	21	3	260										226																			226	34		
B11	173	32	7			11	123											13																		13	110		
B12	74	8	2			3	61												41																	41	20		
B13	737	80	23			51	582													52																52	531		
B14	109		8		3		98						1								97															98	0		
B15	435		21				414	1	3			1		1							4	388	4					5	7						414	0			
B16		-385					385		1	3		1		1	1		-1	1				1	374				-3		4						385	0			
B17	79		1				77																16	61												77	0		
B18	151		2				150																			122										122	28		
B19	433		8				425									6											353									362	63		
B20	216		13				203																					198								198	5		
B21	172		3			2	167																					162		207						162	5		
B22	213				4		210																1					1	207							210	0		
B23	530		10				520		1		5												10								361					377	143		
B24	506						506																														506	0	
B25	186						186																														186	0	
B26	67		1		1		65																													61	3		
B27																																					0	0	
B28	64						64																														64	0	
B99																																						0	0
	9 267		145	-78	35	28	113	9 025	220	212	3 264	198	119	96	64	126	16	230	14	42	52	101	390	407	61	122	353	195	163	212	374	507	186	62		7 786	1 239		

TRE 2006 (à prix constants base 100 en 2001)

TABLEAU DES RESSOURCES (en milliards de Fcfa)								Production des branches																													Total	Imports
Total des ress. à prix d'acquisit*	Marges de cce	TVA non déductible	Subventions sur les produits	Autres taxes sur les produits	Impôts sur les exports	Impôts sur les imports	Ressources à prix de base	B01	B02	B03	B04	B05	B06	B07	B08	B09	B10	B11	B12	B13	B14	B15	B16	B17	B18	B19	B20	B21	B22	B23	B24	B25	B26	B27	B28	B99	Total bches	Imports
B01	298	56	1			3	238	219				4																							222	16		
B02	228	36				20	172		164						7																				171	0		
B03	1 963						1 963			1 943													1												1 944	19		
B04	196	1				3	193				191								1																191	1		
B05	288	57	10			19	202	3				104																							107	95		
B06	155	32	8		4	7	104						79																						79	25		
B07	84	16	2			4	63							48																					48	15		
B08	148	9	3			3	133		30						95																				125	8		
B09	46	6	2			3	35									12																			12	23		
B10	206	36	13	-25	17	2	163									140																			140	23		
B11	149	29	6			9	104											10																	10	94		
B12	63	7	2			3	52												35																35	17		
B13	682	69	20			42	551												51																51	500		
B14	104		7		2		95						1							95															95	0		
B15	360		18				342	1	2						1					3	320	4						4	6					342	0			
B16		-354					354		1	2				1	1	-1	1				1	345					-3		3					354	0			
B17	74		1				73															15	58												73	0		
B18	136		2				134																		109										110	25		
B19	401		7				394								5											321									329	66		
B20	211		11				200																				195								195	5		
B21	151		2		2		147																					142							142	4		
B22	208				3		205																					1	203		1				205	0		
B23	421		8				413				4												8						302						315	98		
B24	423						423																								423				423	0		
B25	181						181																									181			181	0		
B26	60		1		1		58																										55		55	3		
B27																																				0		
B28	62						62																													62	0	
B99																																					0	
	7 297		121	-25	30	23	95	7 054	223	197	1 946	195	109	79	50	105	13	144	11	35	51	98	322	373	58	109	321	192	143	207	313	424	181	55	5 956	1 098		

TRE 2007 (à prix courant)

TABLEAU DES RESSOURCES (en milliards de Fcfa)								Production des branches																													Total	Imports
Total des ress. à prix d'acquisit*	Marges de cce	TVA non déductible	Subventions sur les produits	Autres taxes sur les produits	Impôts sur les exports	Impôts sur les imports	Ressources à prix de base	B01	B02	B03	B04	B05	B06	B07	B08	B09	B10	B11	B12	B13	B14	B15	B16	B17	B18	B19	B20	B21	B22	B23	B24	B25	B26	B27	B28	B99	Total bches	Imports
B01	308	58	1			4	245	220				4																							224	21		
B02	260	40			28		192		183						9																				192	0		
B03	3 649						3 649			3 523													1												3 525	124		
B04	284	1			3		279				274								1																275	4		
B05	359	69	14			24	252	3				114																							118	134		
B06	200	41	11		6	10	134						103																						103	31		
B07	119	19	3			5	92							69																					69	23		
B08	205	11	4			4	186		39						137																				176	11		
B09	52	7	2			4	39								17																				17	22		
B10	273	41	18	-88	22	3	278									231																			231	48		
B11	195	36	8			13	139										12																		13	126		
B12	81	9	2			4	66												45																45	22		
B13	784	85	27			57	615													51															51	564		
B14	123		10		3		110						1								109														110	0		
B15	498		25				473	1	3			1			1						4	446	5					5	7					473	0			
B16		-416					416		1	3		1		1	1	1	-1	1				1	405				-3								416	0		
B17	85		2				83																18	66											83	0		
B18	166		2				163																			137										137	26	
B19	468		10				458								6											396									404	54		
B20	232		15				217																				210								210	7		
B21	202		3		3		196																					190							190	6		
B22	231				4		227																1					1	222						225	3		
B23	586		11				575		1		7							1					11												391	183		
B24	571						571																													571	0	
B25	222						222																													209	12	
B26	64		2		1		61																													61	0	
B27																																					0	
B28	107						107																														107	0
B99																																						0
	10 322		169	-88	38	32	10 046	226	226	3 526	281	119	104	70	149	18	235	14	46	51	114	447	440	66	137	396	207	191	227	386	572	209	61		8 517	1 529		

TRE 2007 (à prix constant base 100 en 2001)

TABLEAU DES RESSOURCES (en milliards de Fcfa)								Production des branches																													Total	Imports	
Total des ress. à prix d'acquisit*	Marges de cce	TVA non déductible	Subventions sur les produits	Autres taxes sur les produits	Impôts sur les exports	Impôts sur les imports	Ressources à prix de base	B01	B02	B03	B04	B05	B06	B07	B08	B09	B10	B11	B12	B13	B14	B15	B16	B17	B18	B19	B20	B21	B22	B23	B24	B25	B26	B27	B28	B99	Total bches	Imports	
B01	300	55	1			3	241	219				3																								222	19		
B02	236	35				22	179		171						9																					179	0		
B03	2 109						2 109			1 991													1													1 991	117		
B04	245					3	241				237							1																		237	4		
B05	324	57	11			19	237	3				103																								106	132		
B06	157	32	8		4	8	105						77																							77	28		
B07	90	16	2			4	69							46																						46	24		
B08	147	9	3			3	132		27						95																					121	11		
B09	37	6	2			3	26								10																					10	15		
B10	223	36	14	-18	17	2	171									142																				142	29		
B11	162	29	6			10	117											9																		10	108		
B12	54	7	2			3	43												31																	31	12		
B13	677	68	21			44	544													50																50	494		
B14	111		8		2		102						1								101															102	0		
B15	355		19				336	1	2						1					3	316	3							4	5					336	0			
B16		-351					351		1	2				1	1	-1	1					1	342					-3		3					351	0			
B17	69		1				68																14	54												68	0		
B18	131		2				130																			106											106	24	
B19	389		8				381								5											324				2						331	50		
B20	215		12				203																				197									197	6		
B21	161		2		2		156																					151								151	5		
B22	221				3		218																1					1	213							215	3		
B23	464		9				455				5							1					9							303						318	137		
B24	442						442																								442					442	0		
B25	195						195																									184				184	11		
B26	55		1		1		53																								53					53	0		
B27																																					0	0	
B28	101						101																														101	0	
B99																																						0	0
	7 670		131	-18	29	25	97	7 405	223	201	1 993	242	107	77	47	105	11	146	11	31	50	104	317	370	54	106	324	195	152	216	314	443	184	53		6 076	1 329		

emplois (en milliards de Fcfa)	Total emplois	Consommation intermédiaire des branches																													Total des bches	Exports	Consommation finale				FBCF	Variat ° des stock s			
		B01	B02	B03	B04	B05	B06	B07	B08	B09	B10	B11	B12	B13	B14	B15	B16	B17	B18	B19	B20	B21	B22	B23	B24	B25	B26	B27	B28	B99			Dépense	Ménages					Adm.		
																																		Cons. Fin	Sous- total	Auto con				Com.	
B01	300	1				37	10										15								2	2						67	13	220	220	41	178			1	
B02	236		3						31						5		1															40	187	5	5		5			4	
B03	2 109			107						104					1																	211	1 514							385	-3
B04	245			1	4										2																8	212	2	2		2			18	4	
B05	324	2				17	9											20								3	3				54	7	266	266	2	264			-3		
B06	157						4											14												19	14	124	124	3	121			-1			
B07	90			1				5																		2				11	77	77		77				2			
B08	147			1					11						11													1		26	89	24	24		24			10	-1		
B09	37					1	1		2						1	1				1	1				1	3	3			17	12	12		12				7			
B10	223	8	21	8	9	2	1	4		4		6		22	11	3	1		28	2				2	4	1	1			138	36	43	43		43			6			
B11	162	2	4	9	3	2	7	2	1	2	3		1	2	14	2	1	1	6	1		2		3	6	10	1			85	5	72	72		72						
B12	54			2			1					6			32													1		44	4	4		4				6			
B13	677	3	20	66	23	3	6	1	6		6	2	20	3	31	6	18	1	18	4		5	8	4	3	1			257	38	34	34		34			355	-6			
B14	111	1	1	3	5	2	2		3		1	2		2	2	7	1	3	4	3	2	1	3	19	2	1			69	42	42		42								
B15	355		1	3	3					1				4	27	2			6	4	1	8	2	3	2				68	16	16		16				271				
B16																																									
B17	69		7	2	2	1	1		2				1		1	6	4		1	18	1	2	1	3	3	1			57	12	12				12						
B18	131		1	13	1				1				1	1	3	3			6	2	2	1	4	6	2				50	3	78	78		78							
B19	389	4	39	65	16	3	3	1	11		8	2	1	2	14	52	1	1	38	3	3	2	11	9	2	1			291	14	83	83		83							
B20	215		1	11	2				1					2	6	8		1	7	37	3	2	14	13	2	2			114	3	97	97		97							
B21	161	1	1	22	2				1		1			2	3	7			7	1	16	1	4	2			59		135	4	21	21		21							
B22	221		1	5		1			2				1		4	16	1	2	4	2	2	1	12	3	3	1			63	158	158		71	87							
B23	464	3	18	147	19	2	4		5	1	8	1	1	2	3	36	32	2	5	25	20	13	10	49	15	8	4		435	18	3	3		3			9				
B24	442																													442						442					
B25	195			2										1					1		1		1	2	5				14	181	44		44	137							
B26	55																							8					8	47	42		42		5						
B27																																									
B28	101																																								
B99																																									
Total	7 670	25	119	466	91	72	53	8	80	6	137	6	23	30	44	211	144	26	66	168	80	46	35	117	107	49	14	59		2 282	2 171	2 150	1 567	118	1 449	583	1 049	17			
VA /PIB		199	82	1 527	151	35	24	39	25	5	9	5	8	21	60	107	225	28	40	156	114	106	181	197	336	135	39	-59		3 794	SOMME DES VA				3 794	C.F	2 150				
Salaires bruts																																				97	F.B.C.F.	1 049			
Impôts/Product*																																				25	STOCKS	17			
Subvent*/Product*																																				160	EXPORTS	2 171			
EBE/ revenu mixte																												-59		-59						-18	IMPORTS	1 329			
Effectifs/Bhes																																					4 058	PIB	4 058		

TRE 2008 (à prix courant)

TABLEAU DES RESSOURCES (en milliards de Fcfa)								Production des branches																													Total	Imports	
Total des ress. à prix d'acquisit*	Marges de cce	TVA non déductible	Subventions sur les produits	Autres taxes sur les produits	Impôts sur les exports	Impôts sur les imports	Ressources à prix de base	B01	B02	B03	B04	B05	B06	B07	B08	B09	B10	B11	B12	B13	B14	B15	B16	B17	B18	B19	B20	B21	B22	B23	B24	B25	B26	B27	B28	B99	Total bches	Imports	
B01	325	62	1			4	259	230				4																							234	25			
B02	248	39				24	185		176						9																					185	0		
B03	4 809						4 809			4 651													2													4 653	156		
B04	567	2				3	562				550								1																	550	12		
B05	422	81	18			25	298	3				131																								134	164		
B06	217	44	13	6		10	144					111																								111	32		
B07	123	20	3			5	95						74																							74	21		
B08	208	11	5			4	188		37					136																						173	15		
B09	54	7	3			4	41								17																					17	23		
B10	365	48	22	-55	22	3	325									273																				273	52		
B11	225	42	10			13	161											13																		13	148		
B12	87	10	3			4	71												44																	44	27		
B13	840	91	34			58	657													51																51	606		
B14	136		12		3		121						1								120															121	0		
B15	525		31				494	2	3			1			1						5	465	5						5	8					494	0			
B16		-455					455		1	4		1		2	1	1	-1	1					1	443				-3		4					455	0			
B17	95		2				93																	19	74											93	0		
B18	176		3				174																			143										143	31		
B19	536		12				524									7											434									443	80		
B20	249		19				230																					225								225	5		
B21	219		4			3	212																					204								204	8		
B22	248			4			244																1						1	238						241	3		
B23	703		14				688		1		13																									414	274		
B24	605						605																														605	0	
B25	235						235																														221	14	
B26	66		2		1		63																													63	0		
B27																																					0	0	
B28	116						116																															116	0
B99																																						0	0
	12 399		212	-55	38	27	12 049	236	217	4 655	563	136	112	76	148	18	278	15	44	51	125	466	481	75	143	434	222	205	244	402	606	221	63		10 236	1 813			

TRE 2008 (à prix constant base 100 en 2001)

TABLEAU DES RESSOURCES (en milliards de Fcfa)								Production des branches																													Total	Imports		
Total des ress. à prix d'acquisit*	Marges de cce	TVA non déductible	Subventions sur les produits	Autres taxes sur les produits	Impôts sur les exports	Impôts sur les imports	Ressources à prix de base	B01	B02	B03	B04	B05	B06	B07	B08	B09	B10	B11	B12	B13	B14	B15	B16	B17	B18	B19	B20	B21	B22	B23	B24	B25	B26	B27	B28	B99	Total bches	Imports		
B01	333	57	1			3	272	244				4																								248	23			
B02	233	36				22	175		166						9																					175	0			
B03	2 099						2 099			1 947													1													1 948	152			
B04	243	1				3	239				228																									229	11			
B05	364	58	16			22	268	3				117																								120	147			
B06	193	32	12		5	9	134						103																							103	31			
B07	95	16	3			4	71							49																						49	23			
B08	189	9	4			4	172		34						125																					159	13			
B09	44	6	3			4	32									13																				13	19			
B10	265	37	20	-32	20	3	217									169																				169	48			
B11	188	30	9			12	138											10																		10	128			
B12	60	7	3			3	46												30																	30	16			
B13	776	70	31			53	622													49																49	573			
B14	130		11		3		116						1								115															116	0			
B15	407		28				379	1	2			1			1						4	356	4												379	0				
B16		-359					359		1	3				1	1		-1	1				1	349					-3		4	6				359	0				
B17	93		2				91																19	72												91	0			
B18	155		2				152																														124	29		
B19	437		11				426									5																					360	65		
B20	236		17				219																														215	3		
B21	178		4		2		172																					215									166	6		
B22	237				4		234																														231	3		
B23	562		13				549																														356	193		
B24	551						551				11																										551	0		
B25	222						222																														209	13		
B26	55		2		1		52																														52	0		
B27																																						0	0	
B28	48						48																															48	0	
B99																																							0	0
	8 394		193	-32	35	25	117	8 057	249	204	1 950	240	122	103	50	136	13	173	11	30	49	119	357	384	73	123	353	213	167	232	345	552	209	52		6 510	1 546			

Emplois (en milliards de Fcfa)	Total emplois	Consommation intermédiaire des branches																												Total des bches	Exports	Consommation finale					FBCF	Variat ° des stocks				
		B01	B02	B03	B04	B05	B06	B07	B08	B09	B10	B11	B12	B13	B14	B15	B16	B17	B18	B19	B20	B21	B22	B23	B24	B25	B26	B27	B28			B99	Dépense	Ménages					Adm.			
																																		Cons. Fin	Sous- total	Auto con				Com.		
B01	333	2			37	14												22						4	3								81	18	230	230	43	187			3	
B02	233		4					53						10			1																68	165	4	4	4					-4
B03	2 099			70						121																							191	1 479							432	-3
B04	243				3									1																		5	214	2	2		2			20	3	
B05	364	3				25	12										24								5	6						75	3	288	288	2	288				-2	
B06	193						10																		1	1						27	10	153	153	4	149				3	
B07	95			1	1			5								1									2							12		81	81		81				2	
B08	189			1					10							10																23	117	32	32		32			14	3	
B09	44			1	1	1	2			3		1			1	2		1	1			2			1	4	4				27		14	14		14				4		
B10	265	8	22	14	22	2	2		4		5		6		26	12	3	1		40	2			2	4	1	1				181	43	45	45		45				-4		
B11	188	2	4	10	8	2	8		2	1	3	3		1	2	15	3	1	1	6	1		2	3	6	12	1				97	7	82	82		82				3		
B12	60			3			2					7			38									1			1				54		5	5		5						
B13	776	4	31	71	44	5	10	1	9	1	11	1	2	20	5	51	10	31	2	25	6		7	13	6	5	1				372	44	38	38		38			318	3		
B14	130	1	1	4	9	2	2		3		2		2		4	2	7	1	3	4	3	1	1	4	20	2	1				81		49	49		49						
B15	407			4	10					1				6	26	2			6	4	1	9	2	2	2						77		17	17		17			313			
B16																																										
B17	93		7	3	4	1	2		2			1		1	8	4		1	24	1	2	2	4	4	1					74		18	18		18							
B18	155	1	2	18	3				1		1		1	1	4	4			7	3	2	1	5	8	2					65	4	85	85		85							
B19	437	3	34	71	33	3	3	1	10		9		2	1	2	14	68	1	1	49	3	3	2	11	9	2	1				336	15	86	86		86						
B20	236		1	18	5	1			1					2	6	9	1	1	8	41	4	2	15	15	2	2				136	4	96	96		96							
B21	178	1	1	20	4	1			1		2			2	3	7			8	1	17	1	4	2				74		154	4	21	21		21							
B22	237		1	6	1	1			2				1		5	18	1	2	5	2	2	2	12	3	3	1				68		169	169	76	93							
B23	562	3	17	204	53	3	4		5	1	9	1	1	2	4	36	34	3	5	26	21	14	10	49	13	8	4			530	18	3	3		3			12				
B24	551																														551					551						
B25	222			3										1		1			1		1			2	6					16		206	57		57	149						
B26	55																							10						10		45	39		39	5						
B27																																										
B28	48																														5		43	43		43						
B99																																										
Total	8 394	29	126	523	202	84	72	8	104	7	164	6	24	29	56	243	174	41	80	211	90	49	40	125	122	61	15	74		2 760	2 151	2 363	1 657	126	1 531	706	1 109	11				
VA /PIB		220	78	1 427	38	38	31	42	32	6	9	5	6	19	63	114	210	32	44	141	123	118	192	220	430	148	37	-74		3 750	SOMME DES VA				3 750	C.F	2 363					
Salaires bruts																																					117	F.B.C.F.	1 109			
Impôts/Product*																																				25	STOCKS	11				
Subvent*/Product*																																					227	EXPORTS	2 151			
EBE/ revenu mixte																													-74	-74						-32	IMPORTS	1 546				
Effectifs/Bhes																																					4 087	PIB	4 087			

ORGANIGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES STATISTIQUES

Directeur Général :	Francis Thierry TIWINOT
Directeur Général Adjoint :	Paolo – Yves OVONO OVONO
Directeur de la Comptabilité Nationale :	Poste vacant
Chef de Service des Comptes de la nation :	Césaire MBADINGA KOMBILA
Chef de Service des Etudes Economiques :	Jean Jacques ONDO MEGNE
Directeur des Etudes, de la Coordination Statistique et de l'Informatique :	Symolin ONDO METO'O
Chef de Service des Etudes et de la Coordination Statistique :	Jean Benoit PONGUI PONGUI
Chef de Service Informatique :	Poste vacant
Direction des Statistiques Démographiques :	Jean Noel BIYOGHO OBAME
Chef de Service des Etudes Démographiques :	Noel MOUSSAVOU
Chef de Service des Mouvements de population et de l'Etat-Civil :	Edwige OYE NDONG
Chef de Service Cartographie :	Désiré ZE NGUEMA
Directeur des Statistiques Générales :	Jean Nestor NGUEMA
Chef de Service des Statistiques de Production et du Commerce Extérieur :	François Nicaise NKOGHE NZE
Chef de Service des Enquêtes :	Louis Bernard MOUANDA
Chef de Service des Prix et Indicateurs Sociaux :	Nicole NGUEMA MBOGHO

DIRECTION GENERALE DES STATISTIQUES

B.P 2119 Quartier Lalala, Libreville (République Gabonaise).

Téléphone : (241) 72.04.55/ 72.13.69 / 76.06.71 / 76.14.12

Fax : (241) 72.04.57

Courriels : plan.dgsee@yahoo.fr

Site web : www.stat-gabon.org